

## NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE

## Sellal rassure les «couches vulnérables»

**Enième discours rassurant que celui du Premier ministre quant à la situation économique du pays : l'avant-projet de loi de finances 2017 qui devra consacrer la mise en branle effective du nouveau modèle économique rendu public en juin dernier ne se fera pas sur le dos des couches vulnérables de la société.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** C'est ainsi que si Abdelmalek Sellal qui s'exprimait, hier dimanche, en marge de la séance inaugurale de l'année parlementaire, n'a pas voulu être explicite quant à la kyrielle de taxes et autres mesures fiscales que l'avant-projet de loi de finances pour 2017 comprendrait pour compenser le déficit induit par la dégringolade des cours du pétrole, il a exclu tout lâchage des couches les plus défavorisées comme craint.

Pour le Premier ministre, si ledit texte devrait contenir de nouvelles taxes et mesures fiscales donc de nouvelles hausses de prix, celles-ci ne devraient en aucun cas déteindre sur les couches vulnérables qui demeurent, selon lui, au «cœur des préoccupations» des pouvoirs

publics avec le souci de «répartir les efforts sur toutes les couches sociales, en épargnant les catégories fragiles et les nécessiteux». «Nous sommes là pour défendre le citoyen. Certes, nous allons introduire de grandes réformes, mais nous n'abandonnerons pas le chapitre social de notre politique», dira-t-il, affirmant, dans ce sens, «poursuivre la construction des écoles et des logements».

Se voulant encore plus rassurant, le Premier ministre réitérera ce qu'il a eu à soutenir, mercredi dernier à Saïda, prévoyant la préservation en 2017 des grands équilibres macroéconomiques et l'augmentation du PIB au moment où, selon lui «la production et la productivité seront boostées».

A propos du tant controversé



Bensalah, Ould Khelifa et Sellal lors de l'ouverture de l'année parlementaire.

projet de suppression de la retraite anticipée qui fait gronder le front social, le Premier ministre soutiendra que la nomenclature des métiers pénibles éligibles à cette option sera établie après passage du dossier au Parlement. Sellal signifiera que ce listing sera établi de «concert avec les partenaires sociaux» sans préciser si

les syndicats autonomes, les plus représentatifs de la Fonction publique et de l'administration, allaient être associés à ces conciliabules comme ils ne cessent de le réclamer.

Le Premier ministre renouvellera, par ailleurs, ses assurances quant à la transparence et à la régularité des prochaines élec-

tions législatives prévues au printemps 2017, non sans exhorter la classe politique à un dialogue sérieux autour des questions de l'heure et ne pas se perdre sur des sujets secondaires.

Pour rappel, les deux Chambres du Parlement auront à passer en revue lors de cette session annuelle une cascade de projets de lois dont celui modifiant et complétant la loi 05-06 du 23 août 2005 relative à la lutte contre la contrebande, celui fixant la composition et les modalités de désignation des membres du Conseil national des droits de l'Homme ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement, celui fixant les hautes responsabilités de l'Etat ainsi que les fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne, celui modifiant et complétant la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite,...

Ceci en sus d'une dizaine d'autres projets de lois qui seront prochainement déposés sur le bureau de l'APN.

M. K.

## PRIX DU PÉTROLE

## L'Algérie joue l'offensive

**«Un prix du pétrole à 50 dollars par baril est inacceptable et nous allons discuter de la question avec les Etats membres de l'Opep», a déclaré, samedi, le ministre algérien de l'Energie, Noureddine Boutarfa, lors de sa visite à Téhéran où il a rencontré son homologue iranien.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir) -** «J'ai eu une rencontre avec M. Zanganeh et nous avons parlé de la prochaine réunion de l'Opep qui se tiendra à Alger», a-t-il dit lors d'une conférence de presse, a rapporté l'agence officielle iranienne Irna.

Le principal sujet de la discussion a été le marché du pétrole et son évolution. M. Boutarfa a affirmé que les membres de l'Opep demandent un baril se situant entre 50 à 60 dollars et le prix de 50 dollars par baril est inacceptable, a jugé le ministre algérien. «Voilà pourquoi nous allons continuer nos discussions et nos efforts pour parvenir à un accord entre les membres de l'Opep. Cela va être à l'ordre du jour de la prochaine réunion (d'Alger)», a-t-il encore signifié.

Sur les résultats potentiels de la prochaine réunion de l'Opep, le ministre algérien de l'Energie s'est déclaré optimiste en soulignant : «Nous nous attendons à des résultats positifs.»

Pour rappel, les Etats membres, y compris l'Iran, vont assister à la réunion de l'Opep et la République islamique devrait jouer un rôle central. La réunion informelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) va avoir lieu en marge du Forum international de l'énergie à Alger, prévu entre les 26 et 28 septembre.

Les Saoudiens exercent en ce moment une forte pression sur l'Iran en vue de l'amener à réduire sa production et permettre ainsi au marché de retrouver un semblant d'équilibre. Mais Téhéran ne compte pas se laisser faire et maintient sa volonté d'augmenter sa production aux mêmes niveaux d'avant l'instauration des sanctions occidentales. Mais depuis quelque temps, l'Iran multiplie les signaux

donnant à penser qu'il est désormais disposé à participer à une action concertée de soutien au marché mondial du pétrole. L'annonce de la tenue de cette réunion, informelle faut-il le rappeler, et ce, en marge d'un important forum sur l'énergie, a donné du tonus aux prix du pétrole qui sont restés aux alentours des 50 dollars pendant plusieurs jours, avant d'amorcer une tendance baissière, les investisseurs ayant vite été gagnés par l'incertitude.

Les cours du pétrole ont baissé fortement, jeudi, en fin d'échanges européens, après l'augmentation des stocks américains de brut et des déclarations des grands producteurs sur l'incertitude de toute perspective sérieuse d'un gel de la production à la fin de ce mois, lors d'un forum informel à Alger.

Un plan au sujet du gel de la production de pétrole

Autre acteur important du marché pétrolier, la Russie, par la voix de son Président, Vladimir Poutine, a jugé qu'un accord entre les pays exportateurs de pétrole pour geler leur production et soutenir ainsi les prix serait «une bonne décision», appelant à un «compromis», à moins d'un mois de la réunion d'Alger.

«Je vais répéter notre position: nous estimons que ce serait une bonne décision pour le secteur énergétique mondial», a déclaré M. Poutine dans un entretien à Bloomberg.

«Il serait bon de trouver un compromis et je suis sûr que tout le monde le comprend. La question n'est pas tant économique que politique. J'espère que tous les

acteurs de ce marché, qui ont intérêt à un maintien des prix à un niveau stable et juste, arriveront à une décision nécessaire», a estimé M. Poutine.

Notons que le secrétaire général de l'Opep, le Nigérian Mohammed Sanusi Barkindo, devrait se rendre à Téhéran lundi pour examiner le plan de gel de la production de pétrole avec le ministre du Pétrole iranien, Bijan Zangeneh. Ce que le vice-ministre du Pétrole chargé des affaires internationales et commerciales, Amir Hossein Zamani-nia, a confirmé en disant que le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, récemment élu, visitera les Etats membres afin de présenter un plan au sujet du gel de la production de pétrole.

Y. D.

## BENSALAH À L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE :

## «Une nouvelle ère constitutionnelle»

**Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a affirmé hier à Alger que la présente session parlementaire, première session annuelle du parlement intervenant au titre de la révision constitutionnelle consacrait une nouvelle ère constitutionnelle.**

Dans une allocution d'ouverture de la session, le président de la Chambre haute du parlement a mis en avant l'importance des projets de loi que le gouvernement entendait soumettre et qui «dénotent une volonté du pouvoir exécutif d'adapter et d'actualiser les lois de la République avec le contenu de la Constitution révisée et la politique de réformes adoptée par le président de la République».

En tête des textes de loi inscrits à l'ordre du jour de la présente session, M. Bensalah, a cité le projet de loi de finances 2017 qui «propose les outils juridiques et financiers néces-

saires à la mise en oeuvre du nouveau modèle économique par l'encouragement de l'investissement et la rationalisation des dépenses publiques»

D'autres projets de loi, à l'instar de ceux portant règlement budgétaire 2014, Code des douanes, et lutte contre la contrebande outre les textes relatifs au commerce électronique, la protection des données personnelles, les modalités et conditions d'accès à l'information, l'état civil et aux activités publicitaires et les règles régissant les télécommunications électroniques figurent parmi les textes sur lesquels planchera la présente session,

a fait savoir M. Bensalah.

Le Conseil de la nation aura également à examiner les projets de loi régissant la vie socioprofessionnelle tels le projet de loi sur la retraite et la santé publique, a ajouté M. Bensalah citant encore le projet de loi fixant la liste des fonctions et responsabilités exigeant la nationalité algérienne exclusive pour donner effet à l'article 63 de la Constitution.

Le projet de loi portant règlement intérieur du Conseil de la nation sera également révisé et enrichi par de nouvelles dispositions puisées de l'esprit de la Constitution et de la loi organique portant fonctionnement mais aussi d'une expérience riche de 18 années d'exercice, a encore fait savoir le président du Conseil de la nation.

Il a expliqué que 25 nouveaux

articles devant être consacrés dans le cadre de la révision de ce texte étaient liés «au rôle de l'opposition au sein de cette instance parlementaire», l'obligation de présence aux réunions des commissions et aux séances plénières, et la codification du nomadisme politique.

Le droit du Conseil de la nation à l'initiative de loi tel que stipulé par l'article 136 de la constitution révisée sera également codifié dans le même contexte, a encore fait savoir le président du Conseil de la nation.

Revenant sur le discours politique qui marque la scène nationale, M. Bensalah a soutenu que la dynamique de développement enregistrée dans tous les domaines contre-dit ce discours dénotant une campagne anticipée.

APS